

Strathmore University

Law School

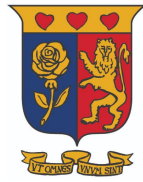
Concours de Plaidoirie sur l'Égalité des Sexes en Afrique

Les Droits Économiques et Politiques des Femmes dans l'Espace Numérique

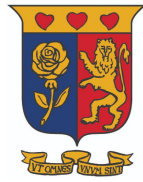
2022

Challenge and Change Association (CACA) contre l'État d'Akunda

Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples



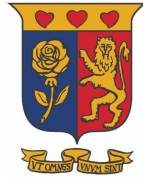
1. L'État d'Akunda est situé dans la région nord de l'Afrique. L'Akunda est bordé à l'Ouest par la République Démocratique de Sikola et à l'est par une grande étendue d'eau connue sous le nom de mer de Bonte. La rivière Bonte est reliée au continent Wadawa de l'autre côté, ce qui, traduit librement, signifie "*terre de production et de prospérité*".
2. Akunda est un pays pauvre. En 2019, la Banque mondiale a enregistré un PIB de 700 dollars américains par habitant pour Akunda. Environ 38% de la population vit avec moins d'un dollar américain par jour. Akunda fait partie de la catégorie des "pays les moins avancés". En 2020, le taux d'inflation était de 10%, et en 2021, le taux d'inflation a augmenté à 12% à la suite de l'impact économique de la pandémie COVID-19. Le budget national de l'Akunda est présenté au parlement le 1er juin de chaque année.
3. Selon l'indice de développement humain du PNUD pour 2020, l'allocation budgétaire d'Akunda à la santé représentait 5 % du PIB national (en 2019, le chiffre correspondant était de 2,8 %). L'allocation à l'éducation s'élevait à 4,8 % du PIB, contre 2,9 % en 2019. Cependant, depuis la pandémie de COVID-19, le gouvernement d'Akundan a augmenté ses dépenses en matière d'infrastructures technologiques à 25%. La justification donnée par le gouvernement d'Akundan était que la technologie est le moyen d'accroître le développement socio-économique du pays ainsi qu'un moyen de freiner les taux élevés de chômage dans les régions du nord et du sud d'Akunda. Le ministre des finances a fait remarquer en lisant le budget pour 2020 : "Nous voulons faire d'Akunda la Silicon Valley africaine !"



Strathmore University

Law School

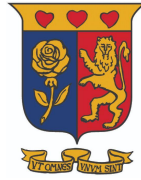
4. L'Akunda a un système de gouvernement décentralisé et comprend 55 préfectures. Akunda est l'un des plus grands pays d'Afrique, avec une masse terrestre de 654 000 km². Le système de gouvernement déconcentré a été formé suite à la promulgation d'une nouvelle Constitution en 2015. Le Comité de révision de la Constitution, qui a été formé pour enquêter sur les principaux défis rencontrés par les citoyens de l'Akunda, a noté que les résidents des régions nord et sud de l'Akunda avaient le sentiment d'être "*trop loin du gouvernement*" et, par conséquent, de ne pas recevoir de réparation pour les défis qu'ils rencontrent, tels que le chômage élevé, le taux de décrochage scolaire (en particulier chez les filles), la pauvreté et les poussées récurrentes de sécheresse et de famine.
5. La nouvelle Constitution d'Akunda contient une déclaration des droits, qui est une copie exacte des droits substantiels contenus dans les articles 1 à 18 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950 (Convention européenne), avec les adaptations nécessaires. La Constitution prévoit également, à l'article 15, que "*les traités internationaux dûment ratifiés font partie du droit interne*".
6. Akunda est partie à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Charte africaine), qu'elle a ratifiée en 2001. Elle a également ratifié le Protocole portant création de la Cour africaine des droits de l'homme en 2003, sans faire de déclaration au titre de l'article 34(6) du Protocole. Akunda est également partie à la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW/CEDEF), à la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, à le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) ainsi qu'à le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). En janvier 2021, Akunda avait signé mais non ratifié le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo).



Strathmore University

Law School

7. Le système judiciaire d'Akunda comprend la Magistrates' Court, la Haute Cour, la Cour constitutionnelle et la Cour suprême. La Cour constitutionnelle est mandatée par la Constitution pour statuer uniquement sur les questions relatives à l'interprétation de la Constitution. La Cour suprême est mandatée pour entendre uniquement les appels de la Cour constitutionnelle, avec l'autorisation de la Cour.
8. Akunda organise ses élections tous les 4 ans. Les prochaines élections générales devraient avoir lieu en septembre 2022. L'Akunda est un État multipartite et plus de 11 partis politiques ont été enregistrés en vertu de la loi sur les élections et les partis. Malgré sa Constitution progressiste qui vise à éliminer toute forme de discrimination à l'égard des femmes, le Parlement national de l'Akunda n'est composé que de 21 % de femmes et l'Akunda ne compte que 11 gouverneurs de sexe féminin. Cette situation s'explique par le fait que la loi sur les élections et les partis prévoit explicitement des quotas volontaires et obligatoires pour les partis politiques afin de garantir une représentation égale des hommes et des femmes.
9. Dans le cadre de son mandat visant à faire d'Akunda un centre de progrès technologique, le gouvernement a élaboré un programme pilote dans 15 préfectures du pays afin d'encourager les jeunes à améliorer leurs compétences en informatique en fournissant à tous les jeunes ayant terminé leurs études secondaires un ordinateur et une connexion Internet pour qu'ils puissent créer une entreprise. Cela a contribué à une légère progression de l'économie d'Akunda ainsi qu'à une forte utilisation des médias sociaux parmi les Akundas.
10. Dans la région septentrionale d'Akunda, la préfecture de Medu est confrontée à un taux élevé de chômage des jeunes et, suite à la pandémie de COVID-19, l'agriculture s'est fortement détériorée dans la région en raison de la famine. Le président de la région d'Akunda, S.E. Jakusha Juma, a déclaré publiquement au début de l'année 2020 que le gouvernement était déterminé à améliorer les conditions désastreuses de Medu et a indiqué que la région d'Akunda se consacrait

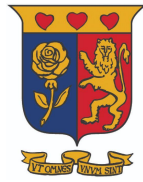


Strathmore University

Law School

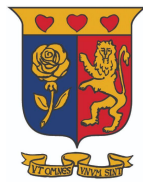
à l'avancement technologique en tant qu'outil de développement économique. Dans ses remarques, le président a annoncé des plans pour promouvoir le développement de systèmes d'irrigation avancés étant donné la pénurie d'eau dans la région entre 2020 et 2025. Ce plan sera mis en œuvre dans le cadre de programmes existants visant à promouvoir l'esprit d'entreprise basé sur la technologie chez les jeunes.

11. La communauté dominante de la région de Medu est connue sous le nom de communauté Lo'lon. Les Lo'lon ont été dévastés en 2020 suite à la pandémie de COVID-19 étant donné que leurs principales sources de revenus - l'agriculture, la pêche et le tourisme - ont été confrontées à des problèmes dus à des ruptures de la chaîne d'approvisionnement et à des restrictions de voyage. La communauté Lo'lon est patriarcale par nature, les femmes et les filles étant chargées de la majorité des tâches ménagères telles que le nettoyage de l'enceinte, les soins aux enfants et aux personnes âgées, l'agriculture de subsistance et la collecte de l'eau pour la consommation du ménage. Cependant, de nombreux programmes ont été développés par des organisations non gouvernementales (ONG) dans la région afin de promouvoir et de protéger les droits des femmes et des filles, notamment en garantissant l'accès des filles à l'éducation. Comme résultat de ces programmes, le taux de rétention scolaire des filles est passé de 56% à 79% selon un rapport partagé par le bureau de la préfecture de Medu, en 2019.
12. Pour atténuer la pénurie d'eau à Medu, la communauté locale a décidé de commencer à s'approvisionner en eau par la rivière Bonte, ce qu'elle s'était abstenue de faire auparavant, étant donné qu'il existe un dangereux sentier connu sous le nom de Wachuon Lane qui longe la rivière, où les femmes et les enfants sont fréquemment enlevés et prétendument vendus à l'étranger. Lorsque les femmes et les filles de Lo'lon ont commencé à s'approvisionner en eau à la rivière Bonte, elles ont commencé à se faire attaquer sur le chemin du retour, ce qui a entraîné de nouveaux cas de violence sexuelle. En raison des difficultés croissantes à Medu, de



nombreuses familles Lo'lon ont jugé nécessaire de migrer vers le continent Wadau pour trouver des pâturages plus verts à partir de la mi-2020.

13. Conformément au système patriarcal, de nombreuses familles ont préféré que les hommes et les garçons migrent d'abord vers Wadawa, laissant de nombreuses femmes rester à la tête des familles, selon les statistiques publiées par le gouvernement Akunda à la fin de 2020. Un journal local de Medu a rapporté que la migration était liée à un réseau mondial de trafic d'êtres humains, ce qui a conduit le reste des Lo'lon à s'abstenir de se rendre à Wadawa par peur. En raison de la situation économique désastreuse des habitants de Medu, les femmes et les adolescentes n'ont eu d'autre choix que de quitter l'école pour subvenir aux besoins de leur famille. La majorité d'entre elles ont décidé d'essayer de relancer l'industrie agricole à Medu suite à la promesse du Président de mettre en place des systèmes d'irrigation avancés, et lorsque cette promesse n'a pas été tenue, elles ont opté pour la pêche malgré les dangers de Wachuon Lane.
14. En janvier 2021, une jeune activiste et mondaine de Medu connue sous le nom de Kareema Lolwe, qui était suivie par plus de 6 millions de personnes sur diverses plateformes, a lancé une campagne sur les médias sociaux exhortant toutes les femmes et les jeunes filles de Medu à former un parti politique pour s'attaquer aux problèmes auxquels sont confrontées les femmes et les jeunes filles d'Akunda, en mettant l'accent sur les femmes de Lo'lon. La campagne sur les médias sociaux visait également à identifier les femmes désireuses de se présenter aux prochaines élections afin qu'elles se rassemblent pour former un parti politique pour les femmes, par les femmes et des femmes. La rumeur veut que Kareema ait de puissantes relations dans les pays wadawas.
15. À la fin du mois de février 2021, la campagne a reçu plus d'un million de likes et de reshares, et plus de 70 femmes ont manifesté leur intérêt pour se présenter aux prochaines élections sous la

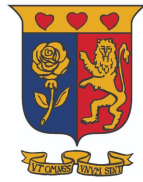


Strathmore University

Law School

bannière du tout nouveau parti Womengenda. Lorsque Kareema a annoncé le succès de la campagne sur les médias sociaux et le lancement du parti Womengenda, elle a reçu des messages directs sur Facebook de la part de divers leaders politiques d'Akunda, l'informant qu'elle n'était pas apte à se présenter à un siège public, étant donné qu'elle n'avait pas la position éthique requise par la Constitution d'Akunda.

16. Kareema a tenu la première réunion du parti Womengenda virtuellement le 28 février 2021, afin de garantir la confidentialité, certains membres se trouvant dans différentes préfectures. Le 1er mars 2021, Kareema a commencé à diffuser un flux en direct la montrant allant enregistrer le parti politique Womengenda, et a annoncé que le parti Womengenda était officiellement *prêt à fonctionner* et qu'elle se présenterait à la présidence. Le même jour, Kareema a commencé à recevoir des appels de numéros de téléphone portable qu'elle ne reconnaissait pas, et lorsqu'elle répondait, elle entendait seulement quelqu'un respirer lourdement à l'autre bout du fil. Peu à peu, Kareema a commencé à recevoir de nombreux messages directs désagréables sur diverses plateformes de médias sociaux, l'avertissant qu'elle "*jouait avec le feu*".
17. Les attaques sur les médias sociaux dirigées contre Kareema se sont aggravées au cours des deux mois suivants, allant jusqu'à des menaces de violence manifestes. D'autres membres du parti Womengenda ont également publié des messages faisant état d'attaques - notamment des menaces de violence, des insultes, du harcèlement coordonné, la divulgation publique de leurs informations privées (y compris leur adresse personnelle, leurs coordonnées et leur lieu de travail), du harcèlement et des discours haineux - à leur encontre sur diverses plateformes de médias sociaux. En août 2021, les comptes de Kareema avaient été piratés à deux reprises et des informations contenant les stratégies de plaidoyer de Womengenda avaient été divulguées au public. En outre, un documentaire a été publié en septembre 2021 par une ONG internationale connue sous le nom de Data Geeks, alléguant que le gouvernement exerçait une surveillance massive de plusieurs femmes affiliées au parti Womengenda. Après avoir vu la supposée



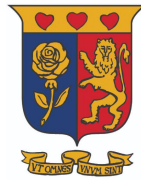
Strathmore University

Law School

surveillance de masse perpétrée par l'État, un hashtag a fait fureur sur Twitter, *#noWGnoDigitalRightsInvasion*, où de nombreux jeunes hommes ont fait remarquer que le parti Womengenda était à l'origine de l'invasion des droits numériques, qui affecterait finalement de nombreuses entreprises gérées par des plateformes de médias sociaux. Suite à cela, de nombreuses personnes se sont déplacées sur les médias sociaux pour demander que Womengenda soit *radié* étant donné qu'il entraîne d'autres désagréments inutiles.

18. Le 28 septembre 2021, le parti Womengenda a publié un communiqué de presse appelant l'État à prendre des mesures contre les attaques dont les femmes sont victimes en ligne et à leur assurer la sécurité en raison de la situation politique à Akunda. Le communiqué de presse contenait également une liste de femmes qui avaient subi diverses formes de violence sexuelle et physique en raison de leur affiliation au parti Womengenda. Le communiqué fait référence à un rapport publié par une ONG internationale, Freedom Initiative, qui fait état d'une recrudescence des agressions contre les femmes d'Akunda pendant la période précédant les élections. L'organisation aurait cependant des liens directs avec Kareema, puisqu'elles recevraient des fonds des mêmes donateurs. Dans le communiqué de presse, le parti Womengenda a noté que Kareema avait décidé de se cacher pour sa propre sécurité mais qu'elle était toujours en lice pour la présidence lors des prochaines élections.
19. La communauté internationale a réagi avec force et détermination, menaçant de sanctions contre l'Akunda si le gouvernement n'agissait pas pour protéger ses femmes et ses filles, en particulier celles de Medu. Le vice-président d'Akunda, S.E. Sahara Lagatha, a fait une allocution publique le 20 novembre 2021, notant que le gouvernement d'Akunda avait suivi de près la situation à Medu et s'est exprimé comme suit :

"Akunda croit fermement aux droits des femmes et des filles. Nous avons une constitution forte qui reconnaît l'égalité entre les hommes et les femmes, et nous avons la Commission



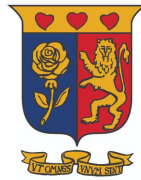
Strathmore University

Law School

pour l'égalité des sexes en vertu de l'article 199 de la Constitution, qui a pour mandat de promouvoir et de protéger les droits des femmes et des filles. Au cours de l'année écoulée, nous avons été témoins de graves attaques contre nos femmes par le biais des plateformes de médias sociaux. Le gouvernement Akundan croit fermement au soutien des femmes en politique, j'en suis la preuve, et nous avons également d'autres femmes en position d'influence. Nous soutenons donc le parti Womengenda, mais nous l'implorons de s'abstenir de faire des allégations sans preuve. Les forces de l'ordre n'ont reçu aucun rapport d'agression ou de violence sexuelle. Afin de garantir la protection des femmes sur les plateformes de médias sociaux, le gouvernement Akunda prendra les mesures suivantes :

- a) L'ordonnance XXIV de 2021 sur la gestion de la conduite sur les plates-formes numériques a été publiée aujourd'hui et crée une infraction de cyber harcèlement contre toute personne qui utilise une plate-forme numérique pour susciter la peur ou l'appréhension d'une autre personne. Il s'agit d'une infraction passible de poursuites judiciaires et nos agents chargés de l'application de la loi surveilleront désormais les plateformes de médias sociaux, alors faites attention à ce que vous dites ;*
- b) Akunda encourage les entreprises de médias sociaux à envisager de revoir le cryptage de bout en bout, afin de garantir la protection des femmes et des filles contre diverses formes de violence, notamment l'exploitation et les abus sexuels en ligne ;*
- c) Akunda ratifiera le protocole de Maputo en tant qu'engagement à protéger les droits des femmes et des filles, mais avec une réserve sur les articles 13 et 14, car Akunda ne dispose pas des ressources et des capacités nécessaires pour mettre en œuvre ces dispositions ; et*
- d) Les systèmes d'irrigation seront mis à l'essai à Medu à partir de décembre 2021 pour s'assurer qu'ils sont en mesure d'entreprendre l'exploitation agricole comme promis.*

19. Après le discours national, l'ordonnance XXIV de 2021 a suscité un tollé. De nombreuses organisations de défense des droits de l'homme ont organisé des manifestations nationales entre décembre 2021 et février 2022, pour montrer leur manque de soutien aux infractions prévues par



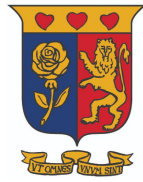
Strathmore University

Law School

l'ordonnance. Le hashtag **#ReviveDigitalRights** a été diffusé non seulement à l'échelle nationale mais aussi régionale, et de nombreuses personnes ont affirmé que le gouvernement ne faisait qu'utiliser les allégations de violence pour justifier des violations telles que la surveillance de masse. Certaines personnes en position d'influence, comme des gouverneurs, ont fait des déclarations publiques indiquant que *"toute personne qui ne peut pas gérer l'internet ne devrait pas être sur l'internet. Nous ne vous obligeons pas à ouvrir des comptes"*. Dans le même temps, le ministère des Affaires étrangères d'Akunda a publié sur Facebook et Twitter que l'Akunda avait ratifié le Protocole de Maputo le 28 mars 2022 et que les instruments avaient déjà été soumis au conseiller juridique de l'Union africaine.

20. Au début du mois d'avril 2022, Akunda a dû faire face à une coupure d'Internet suite au tollé provoqué par l'ordonnance XXIV de 2021. L'Autorité des communications d'Akunda a publié une déclaration indiquant que la coupure était une mesure temporaire pour protéger la sécurité nationale. Le parti Womengenda a été gravement touché, étant donné que la majorité de ses stratégies de plaidoyer et de mobilisation reposent sur l'utilisation d'Internet. La situation a été aggravée par le fait que Kareema se cachait, les membres du parti n'étant pas en mesure de communiquer et de faire des plans avec elle. Pour cette raison, le parti Womengenda n'a pas été en mesure de poursuivre sa campagne pour les élections générales à partir de mai 2022.

21. En raison de leurs frustrations, certains des responsables du parti Womengenda ont eu recours à une pétition contre l'État pour son incapacité à protéger et à respecter les droits des femmes et des filles à Akunda. La pétition a été lancée par une organisation non gouvernementale locale connue sous le nom de Challenge and Change Association (CACA). La pétition vise à obtenir une déclaration selon laquelle le gouvernement est tenu de respecter ses obligations internationales en menant des enquêtes transparentes et en veillant à ce que les responsables des violations flagrantes des droits de l'homme commises à l'encontre des femmes et des filles d'Akunda soient poursuivis. La requête cite 11 incidents au cours desquels le gouvernement a été sollicité par le biais de pétitions pour enquêter sur des cas de violence à l'égard des femmes à Medu ainsi que dans d'autres régions, à la fois hors ligne et en ligne ; la



Strathmore University

Law School

pétition a également démontré des cas de violence où les survivants n'ont pas été en mesure de déposer des accusations contre les procureurs et d'autres qui ont choisi de ne pas le faire. De plus, la pétition demande une déclaration sur l'échec du gouvernement à assurer la participation politique des femmes à Akunda. La pétition fait également référence à d'autres violations telles que la violation de la liberté d'expression, de l'accès à l'information ainsi que des droits socio-économiques, notamment l'éducation et l'eau.

21. La Cour constitutionnelle a été saisie de l'affaire, car elle était liée à l'interprétation de la Constitution. La Cour constitutionnelle a ensuite rendu une décision sur la question vers la fin du mois de juillet 2020 et a noté que la Commission pour l'égalité des sexes menait déjà des enquêtes sur la question et qu'il n'était donc pas nécessaire que la Cour se prononce. En outre, la Cour a noté que le mandat de protection des femmes et des filles contre la violence en ligne n'incombait pas uniquement à l'État en raison de la nature de l'Internet et qu'elle n'était donc pas compétente pour statuer sur cette affaire.

22. CACA a informé les responsables du parti Womengenda que la Cour suprême ne semble pas disposée à rendre une décision sur la question étant donné que les élections générales doivent avoir lieu en septembre 2022, et qu'ils devraient donc envisager de saisir la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

23. L'affaire doit être entendue par la Cour africaine. Préparez des mémoires pour les demandeurs et les défendeurs sur les points suivants :

- A. Compétence et recevabilité ; et
- B. Le fond de l'affaire.